Extrait du Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org

33eme Congrès du PCF : Oui, il nous faut une rupture !

- S'organiser... - 33eme Congrès du PCF -

Date de mise en ligne : samedi 3 décembre 2005

Communistes de Vénissieux

L'article de jean Lojkine du 27/10 évoque l'origine de l'expression « transformation sociale » dans les débats du parti social-démocrate allemand à la fin du 19ème. Il montre la permanence du problème de la « rupture » avec le système capitaliste, des nationalisations nécessaires en 1978 au statut du salarié aujourd'hui. Il répond utilement à Roger Martelli qui considère que le contenu ne peut venir que du rassemblement des forces radicales. Mais s'il souligne justement le besoin pour les communistes de convaincre du contenu anticapitaliste de leurs propositions, il se trompe en considérant que le seul déficit serait celui de leur appropriation par les militants.

Car il y a bien aujourd'hui comme hier un débat sur la « rupture » avec les institutions, les formes de la vie politique, les rapports sociaux et économiques. « Peut-on mener une autre politique (sous entendu, dans le capitalisme) ou faut-il rompre ? Peut-on réformer le capitalisme, ou faut-il (re)parler de « révolution » quelle qu'en soit la forme ? Dire que la crise du capitalisme est telle que les réponses immédiates portent des choix d'une autre société ne règle pas la question du rythme, des conditions et des formes de ces « transformations ». Au contraire, l'expérience concrète de la gauche des années 81 ou 97 conduit même à douter de la capacité à porter des perspectives alternatives à partir de situations de compromis, de réformes dans le cadre du capitalisme.

Au-delà des participations communistes au gouvernement, on peut constater cette difficulté à assumer un contenu de rupture dans beaucoup « d'idées nouvelles » apparues au fil de la « modernisation » du parti communiste, idées qui se révèlent à l'usage des idées d'adaptation bien anciennes, plus utiles à justifier les compromis politiques institutionnels que d'aider à reconstruire des forces politiques au monde du travail.

La propriété des moyens de production et d'échange, les nationalisations

L'idée de nationalisation a disparue de nos programmes politiques, notamment depuis la « réussite » par les gouvernements successifs de la privatisation de France Telecom et l'acceptation majoritaire par les salariés d'en devenir actionnaires. Certes, les nationalisations de 1981 ont permis de faire payer les dettes et les coûts de restructurations capitalistes par l'impôt, avant d'organiser leur privatisation au plus grand bénéfice de la bourgeoisie, et la propriété collective étatisée n'a pas donné aux ouvriers russes le pouvoir d'orienter l'industrie soviétique, quand des dirigeants « communistes » se sont transformé en nouveaux capitalistes violents et répressifs ! La direction du PCF peut donc paraître légitime à proposer en 1999 une position sur la « mixité public-privé » justifiant les actions du ministre communiste JC Gayssot qui déclarait « l'ouverture du capital n'est pas une étape vers la privatisation »

Pourtant, la concentration atteinte par le capital donne à de grandes multinationales la domination sur l'essentiel des flux économiques. La concentration du pouvoir financier dans les grandes entreprises est sans égale. Les scandales qui continuent aux USA la révèlent. Dans les restructurations de grands groupes, des cadres dirigeants sont exclus des décisions financières stratégiques. Cette hyper concentration aggrave une crise structurelle qui s'observe en dehors même des bulles financières dans les rachats d'actions qui représentent en 2004 la destruction de 300 Mds de capital, effet d'une guerre économique mortifère. Et comment parler de « privatisation partielle » quand la lutte des salariés de la SNCM a mis en lumière la collusion des intérêts privés et de l'état et la réalité de processus de privatisation qui ne sont en fait que des rapines en faveur d'affairistes financiers.

Jamais donc l'exigence d'expropriation des propriétaires du capital n'a été aussi forte, n'a eu potentiellement une base sociale aussi large... alors que le courant communiste abandonne l'exigence de combattre la propriété privée des moyens de production et d'échange. On en arrive même à parler de services publics sans dire que cela suppose de nationaliser ! Cette « révision » du marxisme nous propose de nous défendre contre les oppresseurs sans toucher à leur principal moyen d'oppression !

Copyright © Communistes de Vénissieux

La classe ouvrière

On peut faire le même commentaire sur la disparition supposée de la classe ouvrière. Jamais les « prolétaires » n'ont été attaqués aussi systématiquement dans toutes leurs composantes, des déqualifiés aux plus qualifiés, des plus précaires aux mieux protégés. Jamais donc n'a été aussi utile une bataille politique pour l'unité du monde du travail, jamais les bases sociales de la bourgeoisie n'ont été aussi réduites pour combattre cette unité. Mais le parti communiste laisse disparaître ses organisations dans l'entreprise, renonce de fait à la bataille pour l'existence politique du monde du travail, cède aux sirènes médiatiques et semble se consacrer aux milieux plus aisés pendant que les familles populaires de banlieue disparaissent de la fête de l'humanité, ou que le mouvement ATTAC s'interroge sur sa difficulté à s'implanter dans le monde du travail et les quartiers populaires.

C'est le NON populaire du 29 mai qui force le retour de la question ouvrière dans les discussions communistes. Et si l'avenir du parti communiste se jouait plus fortement dans les banlieues que dans les grandes villes et régions où ses élus se perdent au sein d'exécutifs socialistes tout dévoués au consensus centriste ? Et si l'avenir du parti communiste était d'être utile à la résistance des salariés de la SNCM, de la RTM, des grévistes de Juin à EDF décidant de coupures de courant contre la privatisation pendant que dirigeants syndicaux et politiques s'inquiétaient d'une opinion publique que les médias disaient inquiète ?

Dire a quoi sert le parti communiste, c'est dire franchement a qui il est utile. Et son caractère universel, qui permet à toutes les couches sociales de s'y sentir représenté, c'est qu'il soit justement porteur de l'unité politique du monde du travail, de son rôle révolutionnaire pour se libérer du capital !

Les formes d'organisation et l'état

Les idées dominantes auraient mis en cause la conception hiérarchisée et centralisée du pouvoir. L'état serait dépassé par la multiplication des réseaux et des mobilisations citoyennes, des relations entre villes et régions, par une mondialisation qui le ferait trop grand ou trop petit. L'échec des nationalisations serait l'échec de la centralisation qui bride la créativité spontanée des citoyens. La crise de la démocratie serait résolue par la démocratie participative, le capital aurait dépassé ses formes taylorisées au profit de nouveaux rapports valorisant la participation dans des structures en réseau, dans les « processus orientés vers les besoins clients ». José Bové nous confirme « on peut changer le monde sans prendre le pouvoir ».

Dans cette « modernité post-étatique », on peut « rompre avec la politique libérale du capitalisme », expression qui dit clairement l'objectif, une autre politique dans le capitalisme, un aménagement donc, et pour cela, on peut laisser l'état tranquille !

Mais quelle est la réalité des organisations, des états ? Centralisation extrême du pouvoir dans les entreprises, concentration du pouvoir militaire aux USA, croissance sans frein des effectifs de forces de l'ordre publiques ou privées. Un gourou de cet Internet symbole des « réseaux », Lary Ellison, patron d'Oracle nous dit la réalité « Internet, c'est centralisation et standardisation ». Malgré le « consensus participatif politiquement correct », la démocratie directe révèle les limites de son expérience de Porto Alegre, où les contradictions du pouvoir et des contraintes du capitalisme aiguisent les débats sur les choix politiques de Lula.

Jamais le capital n'a autant centralisé ses moyens d'information et de répression ! Peut-on encore laisser faire le « spontanéisme » ? Peut-on se passer d'une organisation ? Peut-on considérer l'état comme l'institution normale de la vie politique électorale, ou faut-il au contraire nous organiser pour prendre l'état afin de supprimer à la bourgeoisie son principal moyen d'oppression, et commencer tout de suite à construire d'autres outils de coopération et de mise

Copyright © Communistes de Vénissieux

en commun, ce qui suppose une nouvelle conception de la république ?

Oui, il nous faut une rupture !

C'est ce vieux et pourtant bien actuel débat entre réforme et révolution qui se joue dans la diversité idéologique des communistes. C'est ce débat que les communistes doivent s'approprier pour décider par eux-mêmes s'ils sont toujours collectivement porteurs d'autre chose que de l'adaptation « de gauche » au réalisme des rapports de forces. Alain Bertho a écrit « c'est le rassemblement qui devient un préalable de la mobilisation, c'est le rassemblement et la mobilisation qui deviennent le vecteur privilégié de l'élaboration. ». Si on le suit, le parti communiste ne doit pas d'abord porter un projet communiste, mais d'abord aider au rassemblement de la gauche radicale comme nous le propose R Martelli.

Bien au contraire, la force du NON populaire ne peut se retrouver dans les luttes et les échéances électorales sans trouver des objectifs de rupture clairs et réalistes, donc révolutionnaires !

C'est le contenu communiste qui permet le rassemblement ! C'est une candidature communiste qui peut en créer l'élan !

Copyright © Communistes de Vénissieux